

Déclarations de ministres

Je suis resté en contact avec mes collègues du Comité et le Secrétariat du Commonwealth, et je puis vous annoncer aujourd'hui que le Comité tiendra sa première réunion en Afrique australe même, soit à Lusaka, en Zambie, au début de février. D'ici là, nous nous pencherons sur certaines des initiatives proposées dans la déclaration de l'Okanagan et nous étudierons d'autres mesures avec le Secrétariat du Commonwealth.

La Conférence de Vancouver a porté sur trois points principaux—les sanctions, l'aide aux États de la ligne de front, et la nécessité de redoubler d'efforts pour soutenir les adversaires et les victimes de l'apartheid et encourager en général l'ouverture d'un dialogue. Le Comité des ministres des Affaires étrangères et le Secrétariat étudieront les moyens d'étendre et d'intensifier le programme de mesures économiques déjà en place. Ils prévoient notamment étudier les moyens utilisés pour contourner les sanctions, les répercussions de ces sanctions et les relations financières de l'Afrique du Sud.

Le Comité aura également pour priorité d'encourager et d'aider les opposants à l'apartheid en Afrique du Sud même et de contrer les effets de la censure et de la propagande. Il ne saurait y avoir de véritables progrès sans un dialogue sincère entre le gouvernement sud-africain et des représentants authentiques de la communauté noire. Malheureusement, comme je l'ai constaté moi-même au cours de la visite que j'ai effectuée en Afrique australe en août dernier, il y a peu d'espoir que cela se réalise à court terme. Nous croyons toutefois que le Commonwealth peut contribuer à l'ouverture d'un dialogue en Afrique du Sud en multipliant ses contacts avec les Sud-Africains de toute appartenance.

A Vancouver, les chefs de gouvernement se sont tous déclarés déterminés à renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à la politique de déstabilisation et de destruction menée par Pretoria. Le Mozambique occupe une position stratégique par rapport aux États enclavés de la ligne de front. C'est pourquoi le Commonwealth a créé en faveur de ce pays un fonds spécial d'aide technique, et il est déterminé à mettre en place une infrastructure qui soit sûre, ce qui comprend la remise en état du réseau de transport et des mesures pour en assurer la protection. Chaque pays décidera de sa contribution, le Canada s'étant engagé, pour sa part, à consacrer 20 million de dollars à la reconstruction de la ligne ferroviaire vitale de Limpopo.

Le mandat du Comité des ministres des Affaires étrangères est d'une portée considérable. Il nous permettra de maintenir la pression sur l'Afrique du Sud et il encouragera les opposants à l'apartheid. Il renforcera le rôle joué par le Commonwealth en faveur du changement et du dialogue. Le Canada contribuera aux travaux du Comité par tous les moyens à sa disposition. Tous les membres de la Chambre conviennent de la nécessité de mettre un terme à l'apartheid. Le gouvernement, quant à lui, a la conviction qu'il est possible d'y parvenir et d'instaurer un meilleur système. Cela suppose, bien sûr, que des pays comme le Canada continuent d'exercer un leadership

semblable à celui dont le premier ministre a fait preuve à Vancouver. Il ne devrait faire aucun doute aux yeux de l'Afrique du Sud que, si les autres mesures échouent, le Canada rompra toutes ses relations économiques et diplomatiques avec elle. Nous ne le ferions qu'en dernier ressort, après avoir épuisé tous les autres recours. Tant le gouvernement de l'Afrique du Sud que les adversaires de l'apartheid devraient également savoir que le Canada entend continuer de mobiliser ses ressources et d'user de son influence afin de maintenir des pressions constantes et son rôle de leader dans la lutte contre l'apartheid et la violence qui en découle.

Des voix: Bravo!

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, le gouvernement a certainement fait beaucoup de progrès dans sa politique vis-à-vis l'Afrique du Sud et il a pris plusieurs bonnes initiatives. A mon sens, le ministre peut s'en attribuer une grande partie du mérite.

Malheureusement, les mesures prises par le Canada et d'autres pays n'ont pas été couronnées de succès. L'apartheid, racisme institutionnalisé, prévaut encore en Afrique du Sud et fait partie de la vie quotidienne. L'état d'urgence n'a pas été levé. Des milliers de prisonniers politiques, y compris des enfants, sont en prison parce qu'ils sont contre l'apartheid. Presque tout est censuré, l'agitation, la violence et la répression augmentent sans cesse.

La déclaration que le ministre vient de faire au sujet du Comité du Commonwealth des ministres des Affaires étrangères constitue un autre pas dans la bonne voie, mais on se demande si ce sera suffisant. D'après la déclaration, le ministre et le comité s'engagent à améliorer et à accélérer le programme actuel de mesures économiques; c'est un but louable et nous leur souhaitons bonne chance. Le comité se propose également d'examiner pourquoi les sanctions n'ont pas porté fruit, entreprise utile qu'il y a lieu d'encourager. Par ailleurs, nous encourageons le comité dans ses efforts que nous approuvons, pour venir en aide aux adversaires de la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Enfin, nous appuyons également les initiatives visant à renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à sa politique de déstabilisation et de destruction.

● (1540)

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth représente des pays qui ont beaucoup à offrir. Malheureusement, la Grande Bretagne n'en fait pas partie. Nous savons tous que ce pays plus que bien d'autres possède la puissance économique voulue pour atteindre ces objectifs. Je dois dire que la réaction des grandes puissances comme le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest à l'égard de ces problèmes a été fort décevante. Le gouvernement américain a eu recours contre le petit Nicaragua à un embargo économique rigoureux, mais il n'a pas agi de même à l'égard de l'Afrique du Sud.